



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

**MARCHE RELATIF A LA REFECTION DU SYSTEME D'IRRIGATION DE LA PEPINIERE ONF
DE L'ETANG SALE A LA REUNION**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCATP)**

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

MARCHE PONCTUEL N° 2025-7302-007

Objet de la consultation

Le présent marché porte sur la prestation de fourniture, pose et mise en service d'un système d'irrigation avec une réserve d'eau de 7 jours pour la pépinière de l'ETANG SALE, Office National des forêts, Direction Régionale de La Réunion.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction régionale La Réunion
Agence travaux de l'Île de la Réunion – 7 impasse Bonaparte – CS22114 – 97831 LE TAMPON Cedex

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est M Adrien FRANCK, Directeur de l'Agence Travaux de l'Office National des Forêts Réunion, ou son représentant – Direction Régionale ONF La Réunion – Boulevard de La Providence – CS 71072 – 97404 SAINT-DENIS Cedex.

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE	1
(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)	1
1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.1. Pouvoir adjudicateur	4
1.2. Personne signataire du marché	4
1.3. Personne en charge de l'exécution et du marché	4
1.4. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)	4
1.5. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique ou administratif peuvent être obtenus 4	4
1.6. Comptable assignataire des paiements	4
2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES	5
2.1. Objet du marché	5
2.2. Procédure	5
2.3. Classification CPV	5
3 CARACTERISTIQUES DU MARCHE	5
3.1. Forme du marché	5
3.1.1. Décomposition en lots	5
3.1.2. Modalités d'attribution du marché	5
3.2. Durée du marché et délais d'exécution	5
3.2.1. Durée du marché	5
3.2.2. Délai d'exécution	5
3.3. Lieu d'exécution du marché	5
4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	6
5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE	6
5.1. Passation des commandes	6
5.2. Nature des prestations	6
5.3. Délai mise à disposition	6
5.4. Livraison – installation de matériel – vérification -responsabilité	7
5.5. Garantie technique des travaux	7
6 SPECIFICATIONS TECHNIQUES	7
6.1. Origine et normes	7
6.2. Provenance, agrément et réception des fournitures	8
6.3. Consistance des travaux	8
6.4. Réserve d'eau	8
6.5. Système arrosage	8
6.6. Micro-asperion et brumisation pour la serre	9
6.7. Fertilisation	9
6.8. Système de détection des fuites	9
6.9. Visite de chantier	9
7 MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS	9
8 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	10
8.1. Unité monétaire	10
8.2. Forme et contenu des prix	10
8.2.1. Nature des prix	10
8.2.2. Contenu des prix	10
8.3. Modalités essentielles de paiement	10
8.3.1. Avance	10
8.3.2. Acomptes	10
8.3.3. Facturation	10
8.3.4. Transmission des factures	11

8.3.5.	Délai global de paiement.....	11
8.3.6.	Nantissement ou cession de créance	11
9	PENALITES	11
9.1.	Pénalités de retard	11
9.2.	Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé	12
10	DROIT, LANGUE	12
11	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET ASSURANCE 12	
11.1.	Travailleurs étrangers.....	13
11.2.	Travail clandestin	13
11.3.	Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes	13
11.4.	Pièces et attestations à fournir.....	13

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Régionale de la Réunion établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 00802 dont le siège est **Boulevard de la Providence CS 71072 – 97404 Saint Denis Cedex**.

1.2. Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est M Adrien FRANCK, Directeur de L'Agence Travaux de l'Office National des Forêts Réunion, ou son représentant – Direction Régionale ONF La Réunion – Boulevard de La Providence – CS 71072 – 97404 SAINT-DENIS Cedex. :

1.3. Personne en charge de l'exécution et du marché

La personne en charge de l'exécution et du suivi du marché est le directeur de l'Agence Travaux Réunion, agissant en vertu de la délégation de pouvoir du 18 janvier 2021 accordée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs d'agence :

Monsieur le Directeur de l'Agence Travaux Réunion
M.FRANCK Adrien
7 impasse Bonaparte - CS 22114 - 97831 LE TAMPON Cedex
E-mail : adrien.franck@onf.fr

1.4. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner ces renseignements est :

l'Agent Comptable Secondaire de l'ONF,
Boulevard de la Providence - CS 71072 - 97404 saint Denis
Email : compta.onf-reunion@onf.fr

1.5. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique ou administratif peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique ou administratif est :

Monsieur le Directeur de l'Agence Travaux Réunion
7 impasse Bonaparte - CS 22114 - 97831 LE TAMPON Cedex
E-mail : adrien.franck@onf.fr

1.6. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction régionale.

2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet du marché

Le présent marché porte sur la réfection du système d'irrigation de la pépinière de l'Etang Salé, Office National des forêts, Direction Régionale de La Réunion.

Cette réfection comprend la mise en place d'une réserve d'eau pour minimum 7 jours, la reprise complète de toute l'irrigation de la pépinière, serre inclus et un circuit de fertilisation.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77231800-6	Service de gestion de pépinières de forêt.
------------	--

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHE

3.1. Forme du marché

3.1.1. **Décomposition en lots**

Le marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, il fait l'objet d'un lot unique.

3.1.2. **Modalités d'attribution du marché**

Le lot n'est attribué qu'à un seul et même soumissionnaire.

3.2. Durée du marché et délais d'exécution

3.2.1. **Durée du marché**

La durée du marché s'étend à compter de la date d'émission du bon de commande du marché et prendra fin à la livraison. Cette dernière ne pouvant pas dépasser la date du 30 novembre 2025. Le marché ne fera l'objet d'aucune reconduction.

3.2.2. **Délai d'exécution**

Le délai d'exécution maximal est fixé au **30 novembre 2025**.

3.3. Lieu d'exécution du marché

Les prestations objet du marché seront exécutées à La Réunion, à l'adresse suivante :

Office National des Forêts
Pépinière de l'ETANG SALE
62 avenue de Bourbon
97427 ETANG SALE

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et la Décomposition Globale et Forfaitaire au présent marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seule foi ;
- Le bon de commande émis dans le cadre du présent marché ;
- Règlement de consultation

A noter, le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services étant réputées connues par les opérateurs économiques, elles ne sont pas matériellement jointes au dossier de consultation.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

5.1. Passation des commandes

La commande est faite par l'émission d'un bon de commande.

Aucune prestation ne doit être effectuée sans bon de commande.

Le bon de commande indique :

- l'identification des contractants ;
- la référence du présent marché : **2025-7302-007** ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des fournitures ;
- leur quantité prévisionnelle ;
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer ;
- le lieu de livraison.

5.2. Nature des prestations

Cette prestation consiste à la fourniture, mise en place, raccordement et mise en service d'une installation d'irrigation pour une pépinière avec une réserve d'eau de 7 jours.

Ces travaux vont nécessiter l'utilisation d'engins et la réalisation de tranchées.

Le numéro de la DT pour pouvoir réaliser les DICT est :

- 313232228

Les fournitures doivent être livrées convenablement emballées par le titulaire de manière que les marchandises puissent supporter, sans dommage, les risques inhérents au transport.

Le prestataire s'engage à la bonne réalisation de la prestation en respectant les contraintes.

5.3. Délai mise à disposition

Les candidats s'engageront sur une date de mise en service de l'irrigation qui sera indiquée dans leur offre. **La date de mise en service sera prise en compte pour l'analyse de l'offre.**

En cas de non-respect du délai contractuel par le titulaire, celui-ci se verra appliquer des pénalités prévues à l'article 9 ci-dessous.

5.4. Livraison – installation de matériel – vérification -responsabilité

Les livraisons sont faites selon les dispositions suivantes :

Les documents concernant les fournitures seront mis à disposition du maître d'ouvrage et devront respecter le cahier des charges, si les fournitures ne sont pas conformes au cahier des charges, le prestataire assumera le remplacement de celle-ci à ses frais.

L'installation se fera sur le site de la pépinière d'Etang Salé à la Réunion.

Le service destinataire est avisé par tout moyen de la conformité de la marchandise par le prestataire. Les opérations de vérifications sont effectuées par le service destinataire (Directeur de l'Agence Travaux ONF ou son représentant).

Ces opérations visent à vérifier la conformité du matériel par rapport à la commande de l'ONF.

Le titulaire est réputé connaître et accepter toute contrainte de nature à affecter les opérations d'installation. Tout dégât causé lors de la livraison et la mise en place sera supporté par le titulaire. Celui-ci devra s'assurer que les entreprises qui effectuent des travaux pour son compte, le cas échéant, possède les assurances requises.

Les vérifications qualitatives seront effectuées sur le site à l'Office National des Forêts.

Les travaux seront réalisés dans les règles de l'art en respectant les normes actuelles ainsi que le cahier des charges.

Les DICT sont à la charge du prestataire, les récépissés devront être communiqués au maître d'ouvrage au plus tard le jour du démarrage des travaux.

Le numéro de la DT est : 2025021806041DB2

5.5. Garantie technique des travaux

La réfection de l'irrigation fera l'objet, après admission, de la garantie prévue par le titulaire du marché dans son offre.

La garantie doit en outre inclure le remplacement des pièces détachées défectueuses, la main d'œuvre et les frais de déplacement.

Les modalités du Service Après-Vente (durée de la garantie et les prestations associées) seront aussi précisées.

6 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

6.1. Origine et normes

Tous les matériaux, matériels, appareils et accessoires employés pour l'exécution des travaux devront être neufs, de fabrication récente, de construction soignée et leur provenance devra être agréée par le Maître d'œuvre.

L'entrepreneur pourra être tenu de justifier la provenance de ces matériaux et matériels par un certificat d'origine ou par tout autre document authentique. Il devra être en mesure de justifier les caractéristiques annoncées pour les appareils tels qu'arroseurs, programmeurs et vannes électriques.

En particulier, ce qui concerne les appareils de programmation, ils devront répondre être conformes aux directives européennes 73/23/CE, 93/68 pour la sécurité électrique et 89/336/CE, 93/31/CE, 93/68/CE concernant la compatibilité électromagnétique.

Sécurité électrique : EN 60065 et EN 50081-1 et 92 et EN 50082-1 et 92 pour l'émission et l'immunité.

6.2. Provenance, agrément et réception des fournitures

Les matériaux et matériels proviendront des fabricants et distributeurs choisis par l'Entrepreneur.

Dans un délai de sept jours (7) à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux, l'Entrepreneur devra demander l'agrément de tous les fabricants auxquels il compte s'approvisionner.

L'agrément de ceux-ci ne pourra être prononcé qu'après leur visite ou leur connaissance par le Maître d'œuvre.

6.3. Consistance des travaux

L'entreprise comprend :

- les travaux de terrassement,
- la fourniture et pose des tuyaux, des raccords et de tous les appareils d'équipement des conduites, y compris tous les éléments nécessaires à la confection des joints,
- la fourniture et la pose des appareils et leur raccordement aux conduites et à l'alimentation électrique.
- la reprise des branchements existants,
- les travaux complémentaires nécessaires pour la pose des conduites et branchements et la remise en état des lieux,
- la construction des ouvrages en maçonnerie ou autres qui constituent l'accessoire de la conduite tels que regards, etc...,
- les travaux de dépose, repose, modification, remplacement de conduite ou branchements existants avec leurs accessoires d'équipement,
- la signalisation temporaire des chantiers,
- les équipements éventuels.

6.4. Réserve d'eau

Il convient de mettre en place une réserve d'eau d'au moins 50 m³, permettant d'assurer l'arrosage des plants de la pépinière pour une durée minimale de 7 jours.

L'entreprise devra proposer, dans son offre, une réserve d'eau adaptée au système d'arrosage décrit ci-dessous, garantissant l'arrosage des plants pendant 7 jours, avec une capacité minimale de 50 m³.

L'offre inclut la fourniture, la préparation et l'aménagement du terrain, ainsi que l'installation de la réserve d'eau. Un descriptif détaillé des caractéristiques de la réserve devra être joint au dossier technique.

En fonction de sa proposition, l'entreprise devra également inclure dans son offre les protections nécessaires pour assurer la durabilité de l'équipement.

6.5. Système arrosage

L'entreprise pourra proposer l'installation d'un système d'arrosage automatique et programmable permettant d'arroser les plants par secteur.

Il conviendra également de prévoir un dispositif de micro-aspiration et de brumisation pour la serre.

L'offre devra inclure l'installation de l'ensemble des réseaux d'eau ainsi que du réseau électrique nécessaire à la gestion des électrovannes, des regards et des aménagements requis pour le bon fonctionnement du système d'arrosage.

L'offre devra intégrer des fonctionnalités visant à optimiser la consommation d'eau et d'énergie, comme par exemple :

- Un ajustement saisonnier automatique mensuel,
- Le raccordement à un pluviomètre,
- Une adaptation aux conditions météorologiques,
- Une limitation du ruissellement, etc.

Un logiciel de gestion centralisée devra permettre de planifier, programmer et suivre l'arrosage. Un schéma d'implantation ainsi que les fiches techniques des matériaux utilisés devront être joints au mémoire technique. L'entreprise devra également intégrer dans son offre l'ouverture de tranchées et l'installation souterraine des conduites afin de permettre le passage des camions.

Tous les éléments nécessaires au bon fonctionnement du système d'arrosage, tels que la filtration, les commandes, les équipements électriques, les électrovannes, le système d'aide à la décision ainsi que les infrastructures d'accueil, devront être inclus dans l'offre et présentés dans le rapport technique.

Si des abonnements sont nécessaires au bon fonctionnement de l'installation, ceux-ci devront être mentionnés dans le rapport technique et précisés dans l'offre. Le montant annuel devra être communiqué afin d'estimer le coût futur d'exploitation. L'offre devra inclure, au minimum, la première année d'abonnement.

6.6. Micro-asperion et brumisation pour la serre

La serre devra être spécifiquement équipée d'un système de micro-asperion pendulaire et de brumisation.

6.7. Fertilisation

Une station de fertilisation devra compléter l'installation. L'entreprise proposera une station de fertilisation avec un débit adapté à l'arrosage décrit ci-dessus.

La programmation devra être suffisamment précise pour répondre aux besoins spécifiques des plantes. La préparation de l'emplacement de la station ainsi que son raccordement feront partie de la prestation.

6.8. Système de détection des fuites

Un système d'analyse du débit devra permettre de détecter les consommations anormales d'eau. Cette fonctionnalité permettra d'arrêter l'arrosage lorsqu'une vanne consomme plus d'eau que prévu et d'afficher une alerte. L'arrosage sera interrompu uniquement sur la partie de la pépinière concernée par la fuite, tandis que le reste de l'installation continuera de fonctionner normalement.

Le nombre de détecteurs nécessaires sera déterminé par l'expertise de l'entreprise.

Si des abonnements sont nécessaires pour le bon fonctionnement de l'installation, ceux-ci devront être mentionnés dans le rapport technique et précisés dans l'offre. Le montant annuel devra être communiqué afin d'estimer le coût futur d'exploitation. L'offre devra inclure, au minimum, la première année d'abonnement.

Le détail de la technologie utilisée ainsi que le schéma d'installation devront être précisés dans le mémoire technique.

6.9. Visite de chantier

Des visites de chantiers pourront être organisées. Pour ce faire, les entreprises devront contacter M. PAYET Christian au 0693 93 65 83, afin qu'une visite commune soit mise en œuvre.

7 MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des clauses générales d'achat.

8 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

8.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

8.2. Forme et contenu des prix

8.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité par lot à prix global et forfaitaire

Le prix est fixé dans la décomposition par lot du prix globale et forfaitaire

8.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG Fournitures courantes et services les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues dans le présent marché.

L'engagement du candidat porte sur un prix ferme.

8.3. Modalités essentielles de paiement

8.3.1. Avance

Sans objet.

8.3.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera pas 15% de la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde du marché sera versé après une complète exécution de la prestation.

8.3.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF, **de façon dématérialisée** par l'intermédiaire de la plateforme CHORUS.

Les factures comportent les informations suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire + son numéro de SIRET ;
- Le numéro de compte à créditer (RIB/IBAN);
- Le numéro du présent marché : **2025-7302-007** ;
- Les références du bon de commande afférent ;
- Le nom du service destinataire ;
- Le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- La ou les dates de réalisation des prestations
- Les prix HT, TTC et la TVA;
- Les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- La date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement

8.3.4. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- **Numéro de marché :**
Marché N° 2025-7302-007
- **Numéro d'engagement juridique :**
Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXXX
- **Numéro d'identification :**
Le SIRET de la DR de l'ONF : 662 043 116 00802

8.3.5. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.
Ce délai court à compter de la date de réception de la facture.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- Si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- Si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- Si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans l'un de ces cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

8.3.6. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

9 PENALITES

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

9.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS et lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

Dans laquelle :

P= montant de la pénalité

V= montant des articles non livrés

R= nombre de jours de retard.

Les pénalités sont cumulables

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et une prolongation des délais d'exécution sera automatiquement accordé(e) au titulaire pour une durée égale au retard imputable à l'établissement

9.2. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

10 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions :

- du code de la commande publique ;
- du CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

11 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET ASSURANCE

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au

personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

11.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

11.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221- 2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

11.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

11.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

Fait au tampon, le 28/03/2025

Le Directeur de l'Agence Travaux
de l'Office National des Forêts Réunion

Adrien FRANCK